Les dispositifs de lutte contre les discriminations qui affectent les populations immigrées et issues de l'immigration

Dans son rapport public thématique consacré à l'accueil des immigrants et l'intégration des populations issues de l'immigration publié en 2004, la Cour avait relevé que la thématique de la non-discrimination, qui touche particulièrement les immigrants, n'était devenue prioritaire qu'à la fin des années 1990, et qu'elle souffrait de l'insuffisance des moyens statistiques.

Les agissements discriminatoires individuels commençaient à être pris en compte, surtout à partir de 2001, mais la Cour constatait qu'il existait en fait d'autres types de discriminations à portée collective, résultat de processus complexes par exemple en matière de logement et d'emploi, et qu'il importait d'en identifier les éléments générateurs afin d'arrêter des mesures qui pourraient atténuer leurs effets.

Trois ans après la parution de son rapport, la Cour constate que la question de la lutte contre les discriminations, complétée par celle de la promotion de l'égalité des chances, reste un sujet d'actualité.

La Cour avait recommandé d'engager une rationalisation institutionnelle¹³.

Des simplifications sont effectivement intervenues.

La création par la loi du 30 décembre 2004 d'une Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) et la création en 2006 de l'Agence pour la cohésion sociale (Acsé) ont modifié une situation dans laquelle jusqu'à présent les associations jouaient un rôle moteur.

La HALDE, autorité administrative indépendante, a été mise en place à partir de mars 2005 et ses activités sont d'ores et déjà soutenues ; elle traite de toutes les formes de discrimination par domaines et par critères. Elle ne fait donc pas référence spécifiquement aux immigrants¹⁴. Elle estime du reste que donner la priorité aux problèmes spécifiques aux immigrants se ferait au détriment de l'attention à porter à d'autres formes de discriminations.

De son côté, alors qu'il avait été conforté dans ses compétences par la loi de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005, le FASILD a été absorbé en octobre 2006, en application de la loi du 31 mars 2006, par la nouvelle Acsé, dont les missions sont plus vastes. Le préfet de département, délégué de la nouvelle agence dont il est également ordonnateur secondaire, est en particulier chargé de la gestion des contrats urbains de cohésion sociale (CUCS), qui se substituent aux contrats de ville et dont le financement atteint 19 milliards d'euros.

L'égalité des chances prônée par la loi de mars 2006 est intégrée dans le référentiel des interventions du nouvel établissement public. Les concepts « d'intégration » et de « lutte contre les discriminations », habituels au FASILD, ont été complétés par les notions d'égalité des chances et de « diversité ».

Le réseau des sous-préfets à la ville n'a pas été modifié mais s'est diversifié en décembre 2005 avec la nomination dans six départements de postes de préfets délégués pour l'égalité des chances, trop récemment donc pour qu'une évaluation puisse en être réalisée. Quatre d'entre eux ont déjà été remplacés.

13) Une première actualisation a été faite au rapport public 2006 (pages 291 et suivantes).

14) Dans son premier rapport, la HALDE indiquait que la discrimination fondée sur l'origine ou sur l'appartenance, ou la non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation ou une « race », constituait 39,6 % des saisines.

En dépit de ces mesures, l'ensemble demeure peu lisible.

La politique publique de lutte contre les discriminations poursuivie par la direction de la population et des migrations (DPM) qui relève de l'autorité conjointe du nouveau ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement et de celui du travail, des relations sociales et de la solidarité, s'articule autour de trois axes : permettre aux victimes de faire valoir leurs droits, sensibiliser et former les acteurs publics et privés à la prévention des discriminations et inscrire la prévention des discriminations au cœur des politiques territoriales. C'est surtout dans le champ de l'emploi qu'elle a, par une large mobilisation, commencé à produire ses effets.

La promotion de la diversité et de l'égalité des chances a été soutenue par deux initiatives en 2006-2007 : la « Charte de la diversité » mobilisant les entreprises, dont la gestion a été confiée à l'ACSÉ, « l'Année européenne de l'égalité des chances pour tous », organisée en France par la HALDE pour le compte de la Commission européenne et la préparation d'un label « diversité ».

La création en juin 2007 d'un ministère ayant en charge, entre autres, l'intégration et l'immigration devrait permettre d'assurer une meilleure cohérence de ces deux politiques. L'éclatement des ministères sociaux (emploi, cohésion sociale, logement et ville) complique cependant la gestion de l'intégration des populations immigrées.

En termes de simplification, toutes les conséquences n'ont pas été tirées de la création de l'Acsé.

L'Acsé, bras armé de la DPM pour l'intégration et la lutte contre les discriminations, dépend désormais, qu'il s'agisse des politiques à mener ou de l'attribution de crédits, d'au moins trois ministères (immigration et intégration ; travail, relations sociales et solidarité ; logement et ville), sans compter le ministère de l'intérieur pour le fonds interministériel de prévention de la délinquance. Sa gestion n'en sera vraisemblablement pas facilitée.

La création de l'Acsé devrait conduire la délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain (DIV) à se concentrer sur la coordination interministérielle. Or cette délégation continue en 2007 à gérer des crédits dont la qualification d'expérimentaux ou de spécifiques permet de ne pas les inclure dans le guichet unique que doit assurer l'agence. DIV et direction de la population et des migrations poursuivent par ailleurs leurs interventions directes. Si la délégation de crédits des CUCS aux ordonnateurs secondaires de l'Acsé fait en partie droit à la recommandation formulée en 2004 par la Cour d'associer plus étroitement la politique de la ville à celle de l'intégration, si ce n'est de les fondre, l'objectif demeure inabouti.

L'Acsé a été chargée par la loi de contribuer à la lutte contre l'illettrisme, alors que l'intervention de l'Etat s'appuie déjà sur les services déconcentrés de l'emploi et de la formation professionnelle, ainsi que sur ceux des affaires sociales. Dans ces conditions, le transfert de l'intégralité des crédits du programme « Insertion, réinsertion, lutte contre l'illettrisme » (IRILL) à l'Acsé est à envisager, car il permettrait des appels d'offres linguistiques plus larges. La question du périmètre de l'intervention de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI) reste cependant posée pour ce qui concerne le public spécifique des personnes immigrées : la liaison avec l'Acsé, prévue par la loi, devrait être renforcée à l'avenir, notamment par la mise en application concrète de l'accord-cadre approuvé par les conseils d'administration.

Le transfert de l'ensemble des crédits d'intervention à l'Acsé devra être poursuivi

Des réseaux territoriaux enchevêtrés

Trois réseaux sont en voie de constitution : ceux de l'Acsé, de la HALDE et de l'ANAEM¹⁵. Les préfets de région ou de département, ainsi que les directions régionales et départementales des affaires sanitaires et sociales, interlocuteurs naturels de la direction de la population et des migrations, assurent difficilement la coordination de ces réseaux.

15) L'Agence nationale pour l'accueil des étrangers et les migrations qui n'intervient pas en matière de lutte contre les discriminations.

1) L'Acsé se caractérise par une représentation territoriale à plusieurs niveaux. Si la désignation des préfets de départements comme délégués de l'agence est un facteur de clarification, le positionnement des directeurs régionaux de l'agence est moins évident, dans la mesure où ils sont directement délégataires des crédits hors CUCS de l'agence.

Avec les préfets de département, les directions régionales de l'agence interviennent pour la mise au point des CUCS dans leur dimension d'intégration et de lutte contre les discriminations : avis, instruction des dossiers, participation aux réunions avec les collectivités territoriales. Cette relation s'est mise en place dans de bonnes conditions, même si le partage des dossiers a demandé un important travail d'inventaire.

La relation avec les préfets de région est plus complexe. Ils président les comités régionaux de l'agence, mais il serait nécessaire de mieux affirmer leur rôle dans la mise en cohérence de l'action locale de l'agence avec celle des services de l'Etat. L'harmonisation des décisions pourrait ainsi se réaliser dans le cadre des comités administratifs régionaux (CAR). L'agence a d'ailleurs mis en place dans certaines régions (Rhône-Alpes et Bretagne) une instance interne informelle, le comité technique régional, présidé par le préfet de région et associant les préfets de département et le directeur régional qui en assure le secrétariat.

Au sein de ces instances, le préfet de région devra veiller à l'articulation entre l'intervention conduite en propre par l'Etat et celle de l'agence, à travers en particulier les programmes régionaux d'insertion des populations immigrées (PRIPI) et les plans départementaux d'accueil (PDA). Le PRIPI notamment, à tous les stades, de son élaboration à son bilan, doit désormais être examiné en CAR.

2) La HALDE, en matière d'action territoriale, a adopté une démarche pragmatique en retenant, à titre expérimental, quatre ressorts territoriaux, choisis pour leur représentativité : Provence-Alpes-Côte d'Azur, Nord-Pas-de-Calais, La Martinique et La Réunion.

Son collègue a adopté en novembre 2006 le schéma d'organisation et d'activité de ces délégations régionales. Trois priorités sont retenues en 2007 : l'instruction des réclamations outre-mer, les objectifs et outils de qualification des acteurs du droit ou sur le droit, l'installation des correspondants locaux. Là encore, la démarche est expérimentale : au sein de quatre régions (Lorraine, Nord-Pas-de-Calais, Picardie et Provence-Alpes-Côte d'Azur), des

ressorts spécifiques ont été définis pour les correspondants locaux (huit « circonscriptions » en mai, cinq autres en projet en juin).

La mise en place d'un réseau complet de délégués régionaux nécessiterait des créations de postes, pour l'instant jugées non prioritaires par rapport aux besoins en postes de juristes.

Au niveau territorial se pose, comme au niveau central, la question des relations entre l'Acisé et la HALDE. Les deux organismes, dont les positionnements se précisent progressivement ont conclu une convention de partenariat. Les directeurs régionaux de l'Acisé et les deux déléguées métropolitaines de la HALDE se sont également rapprochés, l'Acisé estimant que les déléguées de la HALDE ont une légitimité plus forte pour travailler avec les magistrats et les policiers, ainsi qu'avec les barreaux.

Cette multiplicité d'intervenants publics, s'ajoutant au réseau très actif de nombreuses associations, présentes depuis longtemps dans le secteur, ne favorise pas la lisibilité de l'ensemble par le public concerné qui connaît par définition des problèmes d'insertion, et renforce le risque de doublon voire d'inefficacité..

La Cour avait recommandé de veiller à l'articulation des dispositifs pour simplifier la mise en œuvre de cette politique.

Des actions encore dispersées et peu articulées entre elles

Au niveau national

1) La HALDE a donné la priorité au traitement des réclamations individuelles, avec le souci, pour les dossiers qui n'aboutissent pas, d'éviter une instruction trop longue et donc coûteuse.

Elle considère que l'amélioration des règles internes de traitement ne suffira pas ; elle conduit donc parallèlement des actions de promotion de l'égalité pour s'assurer que les personnes discriminées peuvent être placées dans une situation d'égalité de chances. En s'intéressant au système dans lequel s'inscrivent les discriminations individuelles afin de contribuer à réduire les facteurs discriminants, la HALDE participe au traitement des discriminations collectives souhaité par la Cour.

Plusieurs secteurs ont été explorés et traités à des stades et avec des partenaires différents : les grandes entreprises, les petites et moyennes entreprises, les intermédiaires de l'emploi, le logement avec les organisations du logement social et du logement privé et dans la conférence de consensus sur la diversité dans l'habitat, les collectivités territoriales avec les associations d'élus, récemment

l'éducation avec les responsables de la rédaction des manuels scolaires. Des groupes de travail pilotés par la HALDE élaborent un guide de pratiques et des règles. Les conventions de partenariat engagent le mouvement.

La HALDE a décidé de ne pas intervenir par voie de subventions, mais de prendre en charge la communication et des prestations d'édition, par exemple pour les deux guides « entreprises » et « intermédiaires de l'emploi ».

Le dispositif mis en place par la HALDE paraît ainsi adapté à la dimension de ses activités, qui se traduisent par des recommandations qui ne sont pas pour le moment considérées comme des décisions faisant grief, mais la Haute autorité doit faire face au poids croissant de la prise en charge des réclamations individuelles.

2) Les actions de l'Acsé de 2007, en matière d'intégration et de lutte contre les discriminations ont vocation à poursuivre, en les démultipliant celles de l'ex-FASILD. L'agence considère que toutes ses actions hors CUCS, doivent avoir une incidence sur le traitement transversal de la lutte contre les discriminations directes : éducation et citoyenneté, formations linguistiques et illettrisme, emploi, logement, culture.

Son positionnement original lui permet de faire appel aux services de l'Etat à tous les niveaux : au siège, par la composition interministérielle et paritaire de son conseil d'administration (48 membres) et par le développement de conventions de partenariat avec des ministères, des chambres consulaires, des organisations syndicales ; en région, par le rôle imparti aux préfets de région ; dans les départements, par l'intervention des préfets, délégués de l'agence, et des services placés sous leur autorité.

Pour mobiliser davantage les collectivités territoriales représentées à son conseil, des conventions de partenariat sont en préparation avec les associations d'élus. Ceux-ci sont en effet concernés par la lutte contre les discriminations en tant que responsables de politiques sociales mais aussi en tant qu'employeurs.

Pour l'Acsé, il n'était pas évident, compte tenu de sa coexistence avec la HALDE, de conserver les discriminations collectives dans son domaine d'activité. Elle a pourtant poursuivi et devrait à l'avenir intensifier l'intervention développée par l'ex-FASILD pour prévenir et combattre les discriminations indirectes et les processus et procédures générateurs d'inégalités de traitement.

Au niveau local

Une circulaire des ministres de l'intérieur et de la cohésion sociale a fixé, au début de 2006, les règles de coopération entre le représentant de l'Etat dans le département et la HALDE.

Les orientations qu'elle indique se situent dans la ligne de celles qui figuraient dans la circulaire du 20 septembre 2004, qui recentrait l'action des anciennes commissions départementales d'accès à la citoyenneté (CODAC) sur la prévention des discriminations et, en modifiant leur intitulé en commissions départementales pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté (COPEC), étendait leur champ d'intervention à toutes les discriminations prohibées par la loi.

La HALDE n'avait pas établi au départ des relations privilégiées avec les COPEC, laissant cette démarche à l'Acsé. Les directions régionales de l'agence participent à leurs travaux, proposent des actions et financent certaines d'entre elles, notamment pour la formation des acteurs. Le bilan établi par la direction de la population et des migrations pour 80 de ces commissions montre que les commissions sont encore peu homogènes et inégalement actives.

Les contributions des COPEC doivent être renforcées en liaison étroite avec les responsables locaux de l'Acsé

La Cour avait recommandé que les discriminations collectives affectant les populations immigrées et issues de l'immigration soient traitées en même temps que leur intégration

Rien n'est réellement fait pour identifier les causes des discriminations touchant les immigrants, faute de reconnaître et de chiffrer leur réalité, telle que les permanences juridiques gratuites que tient le GISTI la font entrevoir. La lutte contre les discriminations n'est donc pas suffisante. Elle ne peut en tout cas prétendre atteindre ses objectifs si les immigrés ne sont pas insérés dans un parcours qui inclut la maîtrise de la langue, alors que comme on l'a vu plus haut, la coordination des organismes en charge de l'organisation de l'apprentissage du français, hors contrat d'accueil et d'intégration (CAI), reste à préciser.

La DPM souligne qu'il est nécessaire d'assurer la mobilité des intéressés afin qu'ils ne restent pas dans une situation discriminatoire, ce qui renvoie à la notion de parcours dans le logement, l'école ou l'emploi, souvent perdue de vue après la

phase de l'accueil des primo-arrivants, et qu'il faut empêcher les processus discriminatoires de se cumuler. Le recours à des actions plus volontaristes en faveur des immigrants ou de certaines catégories d'entre eux est donc à examiner.

L'Acse développe déjà à ce titre des actions de sensibilisation et de formation d'acteurs et d'intermédiaires du logement aux problématiques de lutte contre les discriminations et de mixité sociale certes, et aussi de gestion des parcours résidentiels, notamment avec l'Union sociale pour l'habitat à travers son organisme de formation, avec le soutien du Fonds social européen et du Centre national de la fonction publique territoriale dans le cadre du programme EQUAL « Prévenir les discriminations dans le logement social ».

Face aux insuffisances et incohérences qui demeurent, la Cour poursuivra l'analyse des politiques menées par une nouvelle enquête sur les « parcours » et les conditions d'intégration des immigrants, qu'il s'agisse des nouveaux arrivants dans le cadre du CAI ou des immigrants plus anciens, déjà installés sur le territoire.

La Cour formule les recommandations suivantes :

1) la coordination des organismes créés ou maintenus dans le domaine de la lutte contre les discriminations doit être renforcée quelle que soit la structure gouvernementale retenue et indépendamment de l'organisation des missions du budget général ;

2) la même préoccupation doit se retrouver au niveau des services territoriaux des organismes et de l'Etat dans les régions et les départements. Il appartient aux préfets de veiller à l'articulation entre les interventions de l'ACSÉ et celles que l'Etat conduit en propre, en particulier à travers les PRIPI ;

3) cette action doit s'accompagner d'une sensibilisation des collectivités territoriales, à la fois responsables de politiques sociales et employeurs ;

4) la DIV doit permettre à l'ACSÉ de gérer la totalité de ses crédits, y compris les crédits dits spécifiques ou expérimentaux. Elle doit, dans sa mission de tutelle de l'ANRU, veiller à ce que la dimension de projets de lutte contre les discriminations soit prise en compte dans les politiques de rénovation urbaine ;

5) les secteurs du logement et de l'éducation doivent être traités comme l'emploi par la politique publique de lutte contre les discriminations. Le parcours dans l'école, le logement, ou l'emploi, doit être utilisé pour empêcher les processus discriminatoires de se cumuler en assurant une mobilité des populations concernées ;

6) la réflexion sur les discriminations collectives affectant spécifiquement les populations immigrées doit être poursuivie par l'ensemble des organismes intervenants. A cet égard, la HALDE est invitée à s'interroger davantage sur la part que l'immigration prend dans le processus discriminatoire.

**RÉPONSE DU MINISTRE DE L'IMMIGRATION, DE
L'INTÉGRATION, DE L'IDENTITÉ NATIONALE ET DU
CODÉVELOPPEMENT**

Le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement a été créé par la nomination d'un ministre chargé de ces questions, le 18 mai 2007, et la définition de ses attributions, par le décret n° 2007-999 du 31 mai 2007. L'administration centrale du ministère est constituée à compter du 1^{er} janvier 2008. La création de ce ministère entraîne la prise en compte de politiques menées antérieurement, dans des cadres différents et selon des objectifs qui sont progressivement redéfinis pour tenir compte de l'évolution des objectifs des politiques publiques concernées et du changement de structure administrative qui l'accompagne.

Le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement est notamment chargé de l'ensemble des questions relatives à l'intégration des populations immigrées en France. La lutte contre les discriminations est un élément indispensable à l'atteinte de l'objectif général d'intégration. Le ministère est principalement intéressé par les formes de discriminations en rapport direct avec la question de l'intégration des personnes, en particulier les origines ou l'égalité entre les hommes et les femmes. Mais il s'intéresse aussi aux discriminations collectives qui touchent les populations concernées, dans les domaines du logement, de l'emploi et de l'éducation.

La lutte contre les discriminations qui affectent les populations issues de l'immigration, bien qu'elle soit en rapport direct avec l'intégration des populations immigrées et revête une importance réelle pour assurer un suivi dans le temps de l'insertion des personnes d'origine étrangère dans la société française, concerne la politique de la ville, placée sous la responsabilité du ministre du logement et de la ville, puisque les personnes concernées ne sont plus considérées comme immigrées au sens des définitions couramment admises, c'est-à-dire nées étrangères à l'étranger.

Les éléments de réponse qui suivent tiennent compte de ces différentes remarques préliminaires.

Le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement constate, comme la Cour des comptes, que le « paysage institutionnel » constitué ces dernières années avec des administrations centrales, des établissements publics et la HALDE, est complexe et peu lisible par les personnes à qui les politiques de lutte contre les discriminations s'adressent.

La création du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement correspond à la volonté du Président de la République et du Premier ministre de réunir dans une même ensemble des missions jusqu'alors éparses et insuffisamment coordonnées. L'intégration et la lutte contre les discriminations font l'objet, comme les autres domaines d'intervention du ministère, de réflexions de fond sur les objectifs et l'organisation, dans le cadre de la mise en place de l'administration centrale du ministère.

Ce travail de mise en perspective est mené conjointement avec celui réalisé par la mission chargée de mener la révision générale des politiques publiques dont le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement à la responsabilité.

Des mesures de rationalisation de l'organisation en matière d'intégration et de lutte contre les discriminations sont envisagées à deux niveaux.

Au niveau national, le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement à la tutelle de l'ANAEM et de l'ACSE (au titre de l'emploi des crédits du programme 104). Les missions dévolues à ces deux établissements publics correspondent, pour les unes, à des missions stratégiques qui ont vocation à relever de la responsabilité de l'administration centrale, pour les autres, de missions opérationnelles qui doivent rester du ressort d'un opérateur national, en relation avec les échelons locaux. L'organisation du ministère tiendra compte des conclusions de cette analyse fine des missions, de manière à améliorer le pilotage et l'efficacité du parcours d'intégration. En parallèle sont menés les études et travaux nécessaires pour rendre effectives les mesures nouvelles contenues dans la loi n° 2007-1631 du 20 novembre 2007 : organisation de tests sur la langue française et les valeurs de la République et de formations sur les mêmes sujets à l'étranger, création du contrat d'accueil et d'intégration pour la famille, généralisation du bilan de compétences professionnelles pour les primo-arrivants. Le renforcement du contenu du parcours d'intégration est considéré par le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement comme un levier de modernisation des méthodes de travail, des procédures de la gestion des services et opérateurs.

Au niveau local, le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement a été autorisé par le Premier ministre à proposer la mise en place, dans chaque département, d'un pôle de compétences « immigration, intégration, identité nationale et codéveloppement », dans les conditions prévues par l'article 28 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets. Ce pôle de compétences est notamment conçu pour permettre au préfet d'exercer un suivi global sur l'action des opérateurs existants, ANAEM et ACSE (dont il est par ailleurs ordonnateur secondaire). A titre d'exemple, le caractère obligatoire du contrat d'accueil et d'intégration emporte des effets juridiques

précis sur le renouvellement des titres de séjour et constitue la première étape du parcours d'intégration. Sans même attendre la création des pôles de compétences, les préfets ont été chargés d'orienter l'action de suivi mené par l'ANAEM auprès des bénéficiaires du CAI et sont appelé à s'assurer que, une fois celui-ci clôt, les étrangers qui ont respecté leurs obligations peuvent accéder aux prestations fournies par l'ANAEM et les organismes qu'elle finance en matière de formation linguistique ou d'accompagnement vers ou dans l'emploi. Cette organisation implique une évolution de la définition des missions de l'échelon régional actuel de l'ACSE, et de l'articulation, voire du maintien de la superposition, des plans locaux d'action comme les programmes régionaux d'insertion des populations immigrées (PRIPI) et des plans départementaux d'accueil (PDA).

Cette refonte progressive des structures permet au ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement d'accélérer la réalisation des nouveaux objectifs de la politique d'intégration et de lutte contre les discriminations qu'il a définis.

Comme le remarque justement la Cour des comptes, les étrangers en situation régulière qui s'installent durablement en France ont vocation à s'inscrire dans un parcours d'intégration construit sur des fondamentaux clairs et organisé dans le temps. La loi du 20 novembre 2007, complétant la loi du 24 juillet 2006, fonde le parcours d'intégration sur trois piliers qui déterminent les conditions de l'autonomie des personnes et de la réussite de l'intégration des enfants et des adultes, dans l'intérêt de la cohésion nationale :

- l'apprentissage de la langue française,*
- la mise en pratique des principes qui fondent la vie familiale, la promotion de l'éducation des enfants et la connaissance des valeurs qui fondent l'identité nationale,*
- la préparation à l'exercice d'un emploi.*

Le parcours d'intégration commence dans le pays de résidence, se poursuit à l'arrivée en France par les contrats d'accueil et d'intégration et continue dans le cadre des prestations assurées actuellement par l'ACSE. Le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement a chargé ses deux opérateurs principaux de développer la logique du parcours d'intégration personnalisé.

L'ANAEM est chargée par le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement de mettre en place et développer les dispositifs créés par la loi du 20 novembre 2007 (prestations dans le pays de résidence, contrat d'accueil et d'intégration pour la famille, bilan de compétences professionnelles), en veillant particulièrement à rendre effectives dès 2007 les sanctions attachées au non respect du contrat d'accueil et d'intégration.

L'ACSE est chargée par le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement de mettre à l'étude et développer progressivement la validation des formations linguistiques qu'elle assure par un diplôme, d'améliorer l'articulation entre les actions d'alphabétisation et l'acquisition d'un niveau de français reconnu, la sensibilisation des entreprises et la mise en place des formations linguistiques pour leurs salariés étrangers. Dans le domaine de l'emploi, l'ACSE compètera la prestation de bilan de compétences prévue dans le CAI et s'attachera, avec le service public de l'emploi, à développer les moyens donnés aux immigrés plus qualifiés, pour faire valoir leurs expériences et qualifications obtenues dans leur pays d'origine. Elle poursuivra avec l'administration centrale les actions engagées en matière de lutte contre les discriminations et la promotion de la diversité dans les entreprises.

Le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement enrichira par ailleurs la démarche de charte de la diversité par la création, en juin 2008, après une phase d'expérimentation, d'un label de la diversité qui, sous la forme d'une certification, s'adressera aux entreprises, quelle que soit leur taille, et aux administrations désireuses de démontrer leurs efforts en matière de recrutement et de gestion des ressources humaines.

Dans le domaine de l'éducation, en relation avec le ministère de l'éducation nationale, l'ANAEM et l'ACSE sont chargées d'améliorer les conditions de l'accueil des enfants et jeunes adultes étrangers, notamment ceux âgés de 16 ans et plus, et la formation des enseignants intervenant devant les enfants arrivant de l'étranger.

Le logement fait également l'objet de mesures précises. Responsable du logement des immigrés, le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement a décidé d'accélérer la réalisation du plan de traitement des foyers de travailleurs migrants (2007/2011) en fixant aux préfets de la petite couronne parisienne, territoires particulièrement concernés, l'objectif de poursuivre la transformation des foyers en résidence sociales, en donnant la priorité à ceux des foyers qui cumulent les situations de suroccupation et de précarité de leurs installations. Dans le domaine des concentrations de populations étrangères dans les quartiers périphériques, le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement a engagé un travail avec le ministère du logement et de la ville, dans les secteurs où sont développés des opérations de rénovation urbaine, pour améliorer les conditions d'attribution des logements sociaux en relation avec les élus locaux, les bailleurs et les réservataires. Des instructions seront données aux préfets dans le cadre de la gestion des contingents de logements sociaux dont ils ont la responsabilité.

RÉPONSE DE LA MINISTRE DU LOGEMENT ET DE LA VILLE

Le ministère du logement et de la ville est un acteur important de la lutte contre les discriminations, à la fois parce que les politiques qu'il met en œuvre ou coordonne au titre de l'accès au logement comme au titre des quartiers fragiles contribuent à la lutte contre les discriminations, mais aussi parce que la lutte contre les discriminations est un des moyens utilisé pour répondre à l'aspiration des habitants des zones urbaines sensibles à être considérés comme des citoyens à part entière.

Concernant l'Acisé (Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances), cet établissement public administratif chargé notamment de la mise en œuvre opérationnelle des programmes financés spécifiquement par l'Etat au titre de la politique de la ville a été créée par la loi du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances puis le décret du 28 juillet 2006.

Aussi, afin de faciliter son démarrage, il a été décidé de ne confier à l'ACSé en 2007 que la gestion des crédits ordinaires de la politique de la ville sur le territoire métropolitain. Les crédits relatifs aux DOM ont continué à être gérés par la DIV, ainsi que les crédits relatifs à des actions expérimentales, à l'évaluation et à l'animation.

A compter de 2008, la totalité des crédits ordinaires, pour le territoire métropolitain comme pour les DOM, sera gérée par l'ACSé, ainsi que les crédits dédiés à des projets expérimentaux, moyennant mise à disposition des crédits auprès des préfets de département, en tant qu'ordonnateurs secondaires. Ne resteront gérés par la DIV en 2008 que les crédits dédiés aux associations têtes de réseau et aux centres de ressources régionaux, les Préfets de région n'étant pas les délégués de l'Agence en région.

Ces informations ont été données à l'Assemblée nationale et au Sénat lors du débat parlementaire sur le Projet de loi de finances 2008.

La Charte de la diversité émane d'une initiative de chefs d'entreprises, il ne revient donc pas au Ministère du logement et de la ville d'en assurer la gestion.

Toutefois, le ministre estime que la charte de la diversité, parce qu'elle vise à aider les jeunes diplômés issus des quartiers en difficulté à accéder à l'emploi, est un excellent moyen de sensibiliser les entreprises à la lutte contre les discriminations et à la promotion de la diversité dans le monde du travail. Aussi, le Ministère a confié la promotion de cette charte à l'ACSé.

Concernant le Programme national de rénovation urbaine, 46 % des logements démolis sont reconstruits en dehors du périmètre de la rénovation urbaine. La diversification des peuplements ainsi favorisée est un élément important de la lutte contre les discriminations et de promotion de la diversité.

**RÉPONSE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE NATIONALE
POUR LA COHÉSION SOCIALE ET L'ÉGALITÉ DES CHANCES
(ACSÉ)**

S'agissant de l'intervention de l'agence :

La prévention et la lutte contre les discriminations liées à l'origine est au cœur des missions de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances. La création de l'Acsé, qui vise à rassembler, au sein d'un même établissement, les actions conduites au titre de la politique d'intégration des personnes immigrées et de lutte contre les discriminations liées à l'origine, et celles conduites au titre de la politique de la ville, constitue une opportunité pour que l'Etat dispose d'un instrument de promotion de la diversité et de l'égalité des chances, luttant contre le cumul d'inégalités sociales et ethniques, en s'appuyant à la fois sur une politique partenariale avec les collectivités territoriales, sur le secteur associatif, et sur le monde de l'entreprise. Aborder la question des discriminations par les territoires permet de répondre à la discrimination sur son terrain, car celle-ci est vécue dans la proximité et le quotidien. Cela permet aussi de donner les moyens d'identifier les mécanismes qui la produisent au plan local (situation géographique, histoire de l'immigration, dynamisme de l'économie, tensions sur le marché de l'emploi ou dans l'accès au logement ...). Enfin, cela permet de construire une réponse concrète, adaptée à la situation locale et portée politiquement par les décideurs locaux des collectivités locales et des services de l'Etat, avec des partenaires du monde économique et associatif.

Pour mettre en œuvre ces politiques de proximité, les préfets, qui sont aussi les délégués de l'agence dans les départements, peuvent mobiliser à toutes les échelles plusieurs instances et dispositifs et les coordonner pour prévenir et lutter contre les discriminations : programmes régionaux d'insertion des populations immigrées (PRIPI), commissions pour l'égalité des chances (Copez), contrats urbains de cohésion sociale (Cucs).

Les directions régionales de l'Acsé apportent leur appui aux préfets pour animer la politique publique de prévention et de lutte contre les discriminations. Elles apportent leur expertise, induisent de nouveaux partenariats, offrent une ingénierie de projet aux services publics, collectivités territoriales ou entreprises qui souhaitent mettre en œuvre des

actions spécifiques ; elles peuvent également mobiliser les ressources et moyens disponibles au niveau national (marché de formation des acteurs, diagnostics territoriaux, plans de lutte, accords-cadre nationaux, diffusion des études ...). Leur intervention est programmée sous la responsabilité du préfet de région, qui préside le comité régional de l'agence. Elles ont également vocation à contribuer activement à la valorisation et la mutualisation des actions conduites dans le cadre des COPEC.

S'agissant de la complémentarité des interventions de l'agence avec l'action de la Halde :

L'action de l'agence est complémentaire de celle de la Halde. Les champs de compétence des deux institutions sont de par la loi en partie distincts : la Halde intervient sur toutes les formes de discrimination, alors que l'Acsé n'a compétence qu'en matière de discrimination liée à l'origine, au titre de l'ex Fasild et de discrimination au sens large dont peuvent être victimes les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville. La Halde poursuit une mission juridique de lutte contre les discriminations, l'Acsé une intervention concrète de promotion de la diversité et de l'égalité. Leurs modes d'intervention sont également différents, la Halde par le traitement des réclamations individuelles, les relations avec l'autorité judiciaire et la labellisation de bonnes pratiques, l'Acsé par le soutien en apport de connaissance, en ingénierie et en financement de projets concrets de lutte contre les discriminations et de structures associatives compétentes en matière d'accès aux droits, de prévention et de lutte contre le racisme et les discriminations.

Cependant, elles sont toutes deux concernées par la promotion de l'égalité des chances et les deux institutions se sont rapprochées pour conclure prochainement un accord de partenariat précisant leur rôle respectif en termes d'études, d'évaluation des actions, de soutien aux victimes, de formation des acteurs et de conduite de projets constitutifs de bonnes pratiques.